

# LUXEMBOURG



**Intervention de S.E. Mme Sylvie Lucas  
Ambassadeur, Représentant permanent du Luxembourg  
auprès des Nations Unies**

**Conférence internationale des donateurs  
en vue d'un nouvel avenir pour Haïti**

**New York, le 31 mars 2010**

*Seul le discours prononcé fait foi*

Monsieur le Président,  
Monsieur le Secrétaire général,  
Excellences,  
Mesdames, Messieurs,

Quelque douze semaines après le terrible séisme qui a coûté la vie à tant de personnes et qui a changé l'avenir de tout un pays, nous voilà réunis ici pour faire renaître l'espoir, pour, comme l'a dit notre Secrétaire général, « faire de l'espoir une réalité ». Aujourd'hui, il nous revient non seulement d'annoncer des contributions financières généreuses, mais aussi de garantir que la refondation d'Haïti se fasse dans les meilleures conditions possibles pour assurer un futur digne au peuple haïtien tant éprouvé.

Le Luxembourg s'associe au discours prononcé plus tôt ce matin par la Haute Représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, Catherine Ashton, qui a fait état de l'effort collectif de l'Union européenne en tant que signe tangible et inaliénable de la solidarité de tous les Européens avec le peuple haïtien.

Permettez-moi de relever quelques principes sur lesquels l'appui du Luxembourg sera notamment fondé :

- La refondation d'Haïti doit être pilotée par les Haïtiens pour les Haïtiens. C'est à eux que revient la charge de définir *leur* projet national en créant un consensus global qui sera soutenu par la communauté internationale. Dans ce contexte nous tenons à féliciter le gouvernement et le peuple haïtiens pour le développement et la présentation ce matin du « Plan d'Action pour le Relèvement et le Développement d'Haïti ». Nous sommes encouragés par le résultat que cet effort collectif a produit.
- La réhabilitation et la reconstruction doivent se faire en étroite coordination avec toutes les parties concernées, y inclus les divers bailleurs de fonds et partenaires, afin de garantir une bonne transition entre les secours humanitaires d'urgence, le redressement à moyen terme et le développement durable à long terme. Ici encore nous nous félicitons du résultat de l'« Evaluation des besoins après le Désastre » (PDNA) qui a été réalisée par quelque 300 experts haïtiens et internationaux, un processus soutenu financièrement par le gouvernement luxembourgeois. Je tiens à souligner toutefois qu'il importe que la communauté internationale continue aussi de financer les besoins humanitaires d'urgence et de relèvement immédiat identifiés dans « l'Appel éclair » révisé d'OCHA, qui reste sous-financé.
- La réponse internationale devra être efficace, prévisible et durable afin de garantir qu'Haïti puisse reconstruire dans de meilleures conditions, qu'elle puisse « mieux reconstruire ». Le Luxembourg veillera ainsi à appliquer les « *Principes pour l'engagement international dans les Etats fragiles et les situations précaires* » de l'OCDE ainsi que les principes de l'efficacité de l'aide.
- Nous aimerions également encourager le gouvernement haïtien à mettre en place, avec le soutien de la communauté internationale, une politique active de l'emploi en appuyant les micro-entreprises, en renforçant la formation professionnelle, en intégrant les principes de haute intensité de main d'œuvre et en associant l'entrepreneuriat haïtien ainsi que la main d'œuvre locale. La reconstruction doit par

ailleurs impérativement passer par l'agriculture à laquelle il faudra redonner sa compétitivité, car les petits agriculteurs représentent 60 % des emplois à Haïti. Il faudra également accroître la production alimentaire et ainsi favoriser l'intégration des déplacés qui le souhaitent dans les zones rurales et promouvoir des investissements à long terme dans l'agriculture.

- Nous aimerions enfin nous associer à l'appel du Secrétaire général Ban Ki-moon à la conclusion d'un nouveau contrat social à Haïti, à la mise en place de politiques économiques et sociales judicieuses pour faire face à l'extrême pauvreté et aux disparités profondes en matière de répartition des richesses. Les femmes, les enfants et les personnes âgées doivent notamment faire l'objet d'une attention particulière en raison de leur vulnérabilité. Si nous voulons aider Haïti à sortir de la pauvreté, à créer des emplois et à se remettre debout, nous devons également veiller à ce que les bases soient créées pour un respect à long terme tant des droits civils et politiques que des droits économiques, sociaux et culturels.

Monsieur le Président,  
Monsieur le Secrétaire général,  
Excellences,  
Mesdames, Messieurs,

Le tremblement de terre du 12 janvier dernier n'a malheureusement pas été la première catastrophe naturelle que le peuple haïtien a dû affronter, et le Luxembourg a répondu régulièrement aux appels humanitaires. Ainsi, il n'a été que naturel que nous avons été parmi les tout premiers à annoncer une aide humanitaire d'urgence de quelque 1,4 millions d'euros suite au terrible séisme.

Aujourd'hui, je puis annoncer de nouvelles contributions à hauteur de 3.850.000 euros en vue de la réhabilitation et de la reconstruction d'Haïti.

Il me tient enfin à cœur de relever ici que la solidarité du gouvernement a été égalée par celle du peuple luxembourgeois, qui a apporté des contributions et des dons privés en faveur des programmes d'aide d'urgence et de relèvement mis en place en Haïti qui s'élèvent à ce jour à 4,5 millions d'euros.

Le Luxembourg continuera à être aux côtés du peuple haïtien : il ne manquera pas à son devoir de fraternité.

Je vous remercie de votre attention.